

Dahir n° 1-90-74 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention de sécurité sociale et du Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et de l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de sécurité sociale et le Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark ;

Vu la loi n° 23-85 promulguée par le dahir n° 1-85-157 du 11 rabii I 1407 (14 novembre 1986) et portant approbation quant au principe de la ratification de la Convention et du Protocole précités ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification desdits Convention et Protocole, fait à Marrakech le 15 février 1988,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de sécurité sociale et le Protocole y annexé faits à Copenhague le 26 avril 1982 et l'Avenant à ladite Convention fait à Marrakech le 15 février 1988 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark.

Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

ABBAS EL FASSI.

*

* *

Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC

ET

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU DANEMARK

Résolus à coopérer dans le domaine de la sécurité sociale.

Affirmant les principes :

De l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats au regard des législations de sécurité sociale de chacun d'eux, en apportant aux règles de territorialité et de la nationalité les exceptions nécessaires ;

Du maintien à leurs ressortissants des droits acquis en vertu de la législation de l'un de ces Etats ;

De la totalisation des périodes d'assurances, périodes de résidence, ou périodes reconnues équivalentes, accomplies par leurs ressortissants sous chacune des deux législations,

ont décidé de conclure une convention tendant à coordonner l'application, aux ressortissants des deux pays, des législations marocaine et danoise sur les prestations familiales, les pensions de vieillesse et de survivants, les prestations en espèces de maladie et de maternité, les pensions d'invalidité, l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

A cet effet, sont convenues des dispositions suivantes :

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article I

1) Pour les besoins de la présente convention :

a) « Partie contractante » vise, suivant le contexte, le Royaume du Danemark ou le Royaume du Maroc ;

b) « Territoire » couvre, pour ce qui est du Royaume du Danemark, son territoire national à l'exception de Groenland et des Îles Féroé, et en ce qui concerne le Maroc, son territoire national ;

c) « Législation » entend, suivant le contexte, la législation précisée à l'article 2 de la convention, en vigueur sur tout le territoire de l'une (ou de l'autre) partie contractante ;

d) « Autorité compétente », désigne, pour ce qui est du Royaume du Danemark le ministère des affaires sociales, le ministère du travail ou le ministère de l'intérieur, suivant le cas, et en ce qui concerne le Royaume du Maroc le ministère du travail et de la formation professionnelle ;

e) « Institution compétente », vise l'institution chargée du service des prestations ;

f) « Résidence », désigne la résidence habituelle au sens légal du terme ;

g) « Séjour », s'entend du séjour temporaire ;

h) « Travailleur » désigne,

pour ce qui est du Royaume du Danemark,

en ce qui concerne les périodes antérieures au 1^{er} septembre 1977, toute personne qui, du fait de l'exercice d'une activité au service d'un employeur, est soumise à la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

en ce qui concerne les périodes postérieures au 1^{er} septembre 1977, toute personne assujettie à la législation sur le régime de la pension complémentaire des travailleurs salariés (ATP).

pour ce qui est du Royaume du Maroc,

toute personne assujettie à la législation relative à la sécurité sociale et à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

i) « Périodes d'assurances » visent les périodes de cotisation telles que définies ou reconnues comme telles par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées, ainsi que toutes autres périodes pour autant qu'elles sont considérées comme périodes équivalentes à des périodes d'assurance par ladite législation ;

j) « Périodes d'emploi » visent les périodes définies ou reconnues comme telles par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées, ainsi que toutes autres périodes pour autant qu'elles sont considérées par ladite législation, comme équivalentes à des périodes d'emplois ;

k) « Périodes de résidence » visent les périodes définies ou reconnues comme périodes de résidence par la législation sous le couvert de laquelle elles ont été effectuées ou réputées avoir été effectuées ;

l) « Prestations » et « pensions » désignent toutes les prestations et pensions ainsi que leurs accessoires à la charge d'organismes publics, les augmentations à la suite de revalorisation et les allocations supplémentaires et, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention, les prestations sous forme de capital qui peuvent être servies en lieu et place des pensions et, le cas échéant, les paiements effectués par voie de remboursement de cotisation.

2) Les autres mots et expressions utilisés dans la présente convention ont le sens qui leur est donné dans la législation concernée.

Article 2

Cette convention s'applique :

- 1) En ce qui concerne le Royaume du Danemark à la législation sur :
 - a) La prévention sanitaire générale ;
 - b) Le service hospitalier ;
 - c) Les soins de maternité ;
 - d) Les prestations journalières en espèces en cas de maladie ou d'accouchement ;
 - e) L'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
 - f) Les allocations familiales ;
 - g) L'assurance chômage ;
 - h) La pension nationale de vieillesse ;
 - i) La pension nationale d'invalidité ;
 - j) La pension nationale de veuve ;
 - k) L'aide au logement des pensionnés ;
 - l) La pension complémentaire des travailleurs salariés (ATP) et
- 2) En ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - a) La législation relative au régime de sécurité sociale ;
 - b) La législation relative à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
 - c) Toutes dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique et concernant des régimes spéciaux de sécurité sociale pour autant qu'elles couvrent des travailleurs ou des personnes assimilées à des travailleurs et se rapportant à des risques et prestations normalement couverts par des régimes de sécurité sociale.

Article 3

- 1) Cette convention s'appliquera à toutes les dispositions législatives et réglementaires qui viendraient à modifier ou compléter les législations précisées à l'article 2 ci-dessus.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) de cet article, la présente convention ne s'appliquera aux dispositions législatives et réglementaires relatives à une nouvelle branche de la sécurité sociale qu'après accord entre les parties contractantes.
- 3) La présente convention s'appliquera aux dispositions législatives et réglementaires de l'une des parties contractantes étendant, à une nouvelle catégorie de personnes, l'application des dispositions en vigueur, sauf objections de l'autre partie contractante soulevées dans les trois mois de la notification qui lui est faite par la première partie de l'extension effectuée.

Article 4

Tout ressortissant de l'une des parties contractantes, résidant sur le territoire de l'autre partie contractante, sera soumis à la législation de cette dernière partie, précisée à l'article 2 de la présente convention, dans les conditions déterminées par cette législation.

Article 5

Toute personne qui, en application de l'article 4 de la présente convention, est couverte par la législation de l'une des parties contractantes jouira des mêmes droits et sera soumise aux mêmes obligations prévues par ladite législation qu'un ressortissant de cette partie, et ce conformément aux dispositions contenues dans les titres II à VI de la présente convention.

Article 6

La règle générale établie à l'article 4 admet les exceptions suivantes :

- a) Tout travailleur résidant sur le territoire de l'une des parties contractantes et employé par une entreprise dont le siège social ou le domaine d'action est situé dans le territoire de cette partie et qui est détaché par son entreprise sur le territoire de l'autre partie contractante pour y effectuer, pour le compte de cette entreprise, un travail temporaire continuera à être soumis à la législation de la première partie pendant les trois premières années de son séjour sur le territoire de la deuxième partie, à condition que ledit travailleur n'ait pas été

envoyé en remplacement d'un autre travailleur dont la période de détachement est venue à expiration, et que la durée prévisible du travail à accomplir n'excède pas trois années.

Si la durée du travail à effectuer sur le territoire de cette deuxième partie dépasse trois années, en raison de circonstances imprévisibles, la législation de la première partie continuera à s'appliquer jusqu'à l'achèvement du travail, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la partie contractante sur le territoire de laquelle le travailleur a été détaché ; ledit accord devant être demandé avant l'expiration de la période initiale de trois années ;

b) Tout travailleur, membre du personnel itinérant ou du personnel naviguant d'une entreprise de transport dont le siège social ou le domaine d'action est situé dans le territoire de l'une des parties contractantes, qui travaille sur le territoire de l'autre partie contractante, sera soumis à la législation de la première partie. Toutefois, lorsque ladite entreprise à une filiale ou une représentation permanente sur le territoire de l'autre partie contractante, tout travailleur employé par une telle filiale ou agence et qui a sa résidence sur le territoire de cette dernière partie sera soumis à la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve ladite filiale ou représentation permanente ;

c) L'équipage d'un bateau ainsi que toutes autres personnes employées à bord de ce bateau seront soumis à la législation de la partie contractante dont le bateau bat pavillon. Si pour les besoins du chargement, du déchargement, de la réparation ou de la surveillance à bord d'un bateau battant pavillon de l'une des parties contractantes, durant son séjour sur le territoire de l'autre partie contractante, un travailleur qui a sa résidence sur le territoire de cette dernière partie est employé, il sera soumis à la législation de cette partie.

Article 7

1) Les représentants diplomatiques et consulaires et les fonctionnaires ou les personnes considérées comme tels, au service des missions diplomatiques et des postes consulaires seront soumis à la législation de la partie contractante qu'ils représentent.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1) du présent article, les dispositions de l'article 4 s'appliqueront aux personnes employées par des missions diplomatiques et des postes consulaires et au personnel domestique au service privé des agents de telles missions et postes.

3) Toutefois, les personnes visées au paragraphe 2) du présent article qui sont ressortissantes de la partie contractante représentée par la mission ou le poste consulaire en question pourront opter pour l'application de la législation de cette partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois. Il sera exercé dans un délai de six mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ou de la date d'embauche de la personne intéressée. L'option prendra effet à la date d'entrée en vigueur de la présente convention pour les personnes en fonction à cette date, et pour les autres cas, à partir de la date d'embauche.

Article 8

Les autorités compétentes des deux parties contractantes pourront, d'un commun accord, prévoir d'autres exceptions à la règle générale de l'article 4. Elles pourront, de même, admettre d'un commun accord, que les exceptions prévues à l'article 6 ne s'appliqueront pas à des cas déterminés.

Article 9

Les dispositions législatives d'une partie contractante relatives à la réduction, la suspension ou le retrait des prestations dans les cas de cumul avec d'autres prestations de la sécurité sociale ou dans le cas d'un autre revenu peuvent être invoquées même si le droit à de telles prestations a été acquis en vertu de la législation de l'autre partie contractante ou bien si le revenu en question provient du territoire de l'autre partie contractante. Toutefois, cette mesure ne s'appliquera pas si la

personne concernée perçoit des prestations d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle attribuées par les institutions des deux parties contractantes en application respectivement, des articles 31, 34, 35 et 37 de la présente convention.

TITRE II MALADIE ET MATERNITE

Article 10

Tout ressortissant de l'une des parties contractantes, qui a sa résidence sur le territoire de l'autre partie aura droit pour lui-même et pour les membres de sa famille qui l'accompagnent aux prestations en nature et aux prestations en espèce prévues par la législation de cette dernière partie en cas de maladie et de maternité, sous réserve des conditions requises par ladite législation.

Article 11

En ce qui concerne le remboursement, prévu par le régime danois des soins de santé lors de voyage à l'étranger, des dépenses afférentes aux soins médicaux, à l'hospitalisation, etc... nécessaires, les ressortissants marocains qui ont droit, en vertu de la législation danoise, aux prestations en nature de l'assurance maladie seront traités sur le même pied d'égalité que les ressortissants danois.

Article 12

L'institution compétente de la partie contractante dont la législation subordonne l'acquisition, la conservation ou le rétablissement du droit à des prestations de maladie ou de maternité, à l'accomplissement de périodes déterminées d'assurance, d'emploi ou de résidence, tiendra compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation de l'autre partie contractante, comme si elles étaient accomplies sous sa propre législation.

Article 13

1) Sous réserve du paragraphe 2) du présent article, l'institution compétente d'une partie contractante dont la législation stipule que le calcul des prestations en espèces de maladie ou de maternité sera basé sur le revenu annuel ou moyen perçu par l'assuré à titre de salaires, appointement ou autres gains déterminera ce revenu annuel ou moyen, sur la base du seul revenu perçu durant les périodes accomplies sous ladite législation.

2) En cas d'accouchement, et si la personne concernée, travailleuse marocaine n'a pas été soumise à la législation danoise, pendant toute la période de référence stipulée dans ladite législation, pour déterminer si cette personne remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit aux prestations journalières en espèces :

a) Les périodes d'assurance accomplies sous la législation marocaine au cours de ladite période de référence et durant lesquelles la personne concernée n'a pas été soumise à la législation danoise, seront prises en considération comme si elles étaient accomplies sous cette dernière législation ; et

b) la personne concernée sera réputée avoir eu au cours des périodes retenues, un revenu moyen à titre de salaires ou appointements égal aux salaires ou appointements moyens perçus effectivement pendant ladite période de référence au cours des périodes accomplies sous la législation danoise.

3) En cas d'accouchement, les conditions requises par la législation danoise pour le service d'indemnités journalières en lieu et place de revenus ne sont pas réputées être remplies si la personne concernée s'est seulement inscrite comme demandeur d'emploi auprès du service public d'emploi.

Article 14

1) Lorsque les ressortissants d'une partie contractante ont droit aux prestations journalières en espèces de maladie ou de maternité au titre de la législation de l'une des parties contractantes, de telles prestations sont payables aux personnes concernées, quand elles séjournent sur le territoire de l'autre partie contractante dans les mêmes conditions et au même montant applicable aux ressortissants de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente.

2) Lorsque les ressortissants d'une partie contractante ont droit à l'allocation décès (prestation funéraire) au titre de la législation d'une partie contractante, cette allocation est payable au bénéficiaire, quand le décès est survenu sur le territoire de l'autre partie contractante, dans les mêmes conditions et au même montant applicable aux ressortissants de la partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente.

TITRE III

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 15

1) Le droit aux prestations au titre d'un accident du travail sera déterminé par la législation de la partie contractante à laquelle était soumise la personne assurée au moment de l'accident, cf articles 4, 6 et 7 de la présente convention.

2) Si la personne a été victime d'un accident du travail auquel s'applique la législation de l'une des parties contractantes, puis d'un accident du travail auquel s'applique la législation de l'autre partie contractante, l'institution compétente de cette dernière partie, pour la détermination du degré d'incapacité de travail de ladite personne au titre de la législation qu'elle applique, prendra en considération la lésion précédente comme si cette législation lui était applicable. Toutefois, l'institution compétente de la dernière partie ne sera tenue qu'au paiement des prestations au titre de la lésion résultant du nouvel accident du travail, telles que déterminées par la législation appliquée par ladite institution.

Article 16

1) Les prestations au titre d'une maladie professionnelle seront attribuées en vertu de la législation de la partie contractante à laquelle était soumise la personne assurée au moment de l'exercice d'une activité susceptible de l'exposer au risque de cette maladie, même si la maladie s'est manifestée pour la première fois sur le territoire de l'autre partie.

2) Lorsque la personne assurée a exercé, sur le territoire de l'une comme sur le territoire de l'autre partie contractante, une activité susceptible de provoquer la maladie en question, seule s'appliquera la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle ladite personne a, en dernier lieu, exercé une telle activité avant le diagnostic de la maladie. A cette fin, il sera tenu compte de l'exercice de toute activité similaire sur le territoire de l'autre partie. Toutefois, dans les cas où la maladie en question résulte manifestement d'une activité de cette nature exercée sur le territoire de l'autre partie contractante, seule la législation de cette dernière partie sera applicable.

Article 17

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle au titre de laquelle un ressortissant danois ou un ressortissant marocain bénéficie ou a bénéficié d'une prestation en application de la législation d'une partie contractante, les règles suivantes s'appliqueront :

a) Si, tout en percevant des prestations, le bénéficiaire n'a pas exercé, sous le couvert de la législation de l'autre partie contractante, une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie en question, l'institution compétente de la première partie sera tenue de payer le montant des prestations prévues par la législation qu'elle applique, en tenant compte de l'aggravation ;

b) Si, tout en percevant des prestations, le bénéficiaire a exercé, sous le couvert de la législation de l'autre partie contractante une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie en question, l'institution compétente de la première partie sera tenue de payer le montant des prestations prévues par la législation qu'elle applique, compte non tenu de l'aggravation. L'institution compétente de la seconde partie accordera au bénéficiaire un supplément dont le montant déterminé conformément à la législation qu'elle applique, sera égal à la différence entre le montant des prestations dues après l'aggravation et le

montant qui aurait dû être servi antérieurement à l'aggravation si la maladie en question était survenue sous le couvert de la législation qu'elle applique.

Article 18

Les dispositions du paragraphe 1) de l'article 13 s'appliqueront par analogie à la détermination du montant des prestations en espèces d'accidents du travail et de maladie professionnelle.

Article 19

1) Les dispositions du paragraphe 1) de l'article 14 s'appliqueront par analogie au paiement des indemnités journalières d'accidents du travail et de maladies professionnelles,

2) Les pensions, rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles accordées à un ressortissant d'une partie contractante ou à ses ayants droit en application de législation d'une des parties contractantes, ne subiront ni réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre partie contractante.

TITRE IV

PRESTATIONS FAMILIALES

Article 20

Sous réserve des dispositions de l'article 21 de la présente convention, tout enfant, résidant sur le territoire du Danemark et dont le père ou la mère, ressortissant marocain, réside sur le territoire du Danemark, aura droit à l'allocation familiale prévue par la législation danoise dans les mêmes conditions que les ressortissants danois.

Article 21

Les enfants marocains de veuves ou de veufs, ainsi que les orphelins de nationalité marocaine ont droit, lorsqu'ils résident sur le territoire du Danemark, à l'allocation familiale spéciale prévue par la législation danoise selon les mêmes règles que celles appliquées à de tels enfants danois, à condition que l'enfant ou l'un de ses parents ait résidé sur le territoire du Danemark pendant au moins 6 mois et que le père ou la mère ait résidé sur le territoire du Danemark au moment du décès.

Article 22

Lorsqu'un ressortissant danois est soumis à la législation marocaine en application des dispositions des articles 4, 6 et 7 de la présente convention, il aura droit aux prestations familiales prévues par ladite législation dans les mêmes conditions qu'un ressortissant marocain résidant au Maroc.

Article 23

Lorsqu'au titre du même enfant, un droit à l'allocation familiale est ouvert simultanément en vertu des législations des deux parties contractantes, le paiement de l'allocation familiale ne pourra être demandé qu'en application de la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside.

Article 24

Les allocations familiales prévues par la législation d'une partie contractante seront payables, au titre d'un enfant qui réside ou effectue un séjour dans le territoire de l'autre partie contractante et dont le père ou la mère est un ressortissant de cette dernière partie, conformément aux dispositions qui seront prises dans l'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40.

TITRE V

ASSURANCE CHOMAGE

Article 25

1) En ce qui concerne le droit à l'assurance chômage, les ressortissants de l'une des parties contractantes qui résident sur le territoire de l'autre partie contractante seront traités sur le même pied d'égalité que les ressortissants de cette dernière partie.

2) Le paragraphe 1) précédent s'appliquera par analogie au droit à la retraite anticipée volontaire (effertion).

TITRE VI

PRESTATIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITÉ ET DE SURVIVANTS (PENSIONS)

Chapitre I

Prestations au titre de la législation danoise Article 26

1) Les ressortissants marocains qui ont été employés comme travailleurs sur le territoire du Danemark pendant une période minimum de 12 mois ont droit à une pension en vertu de la législation relative à la pension nationale de vieillesse, dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation et avant d'atteindre l'âge minimum normal auquel une pension générale de vieillesse peut être demandée, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans.

2) Les autres ressortissants marocains auront droit à une pension en vertu de la législation relative à la pension nationale de vieillesse dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation et avant d'atteindre l'âge normal minimum auquel une pension nationale de vieillesse peut être demandée, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans.

3) A moins que la présente convention n'en dispose autrement, une pension dont le droit est acquis par le ressortissant d'une partie contractante, en vertu de la législation danoise, ou en application du paragraphe 1) du présent article ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

4) En ce qui concerne le droit des ressortissants marocains à une pension anticipée de vieillesse en application de la sous-section (1) point 3) de la section 2 de la loi sur la pension nationale de vieillesse, et les conditions selon lesquelles cette pension est payée à un bénéficiaire résidant sur le territoire du Maroc, les dispositions de l'article 27, cf article 29 (1) de cette convention, s'appliqueront par analogie.

5) Nonobstant les dispositions du précédent paragraphe 4) une pension anticipée de vieillesse accordée en application de la législation danoise par voie d'exemption de la condition d'âge pour raison de chômage ou d'absence similaire d'opportunités d'accès à une activité rémunérée sera payée à un bénéficiaire résidant sur le territoire du Maroc dans les mêmes conditions et au même montant que ceux applicables, en vertu de la législation danoise, à des ressortissants danois.

6) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, les dispositions de l'article 28 1) a) et 4) de la présente convention peuvent s'appliquer, par analogie, pour la détermination du droit à une pension nationale de vieillesse des ressortissantes marocaines, veuves de travailleurs marocains et qui,

a) avaient atteint l'âge leur ouvrant droit à une pension nationale de vieillesse au moment du décès de leur époux, ou

b) si elles étaient devenues veuves antérieurement à cet âge, remplissaient les conditions d'âge requises pour avoir droit à une pension nationale de veuve.

7) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, les ressortissants marocains qui bénéficient en application des dispositions respectives des articles 27 et 28 de la présente convention, d'une pension au titre de législation sur la pension nationale d'invalidité ou sur la pension nationale de veuve auront droit, en remplacement de leur pension, à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de vieillesse, à l'âge requis pour une telle pension. La pension nationale de vieillesse ainsi attribuée ne sera payable sur le territoire du Maroc que dans les cas où en application des dispositions de la présente convention, la pension nationale d'invalidité ou la pension nationale de veuve dont l'intéressé bénéficiait antérieurement à la convention, qui était payable au Maroc.

Article 27

1) Les ressortissants marocains qui ont été employés en qualité de travailleurs sur le territoire du Danemark pendant au moins 12 mois auront droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale d'invalidité dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et que, pendant au moins 12 mois au cours de leur dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, ils aient été aptes, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.

2) Les autres ressortissants marocains auront droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale d'invalidité dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissants danois, sous réserve qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, ils aient habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une durée totale d'au moins cinq ans dont une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et que, pendant au moins 12 mois au cours de leur dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, ils aient été aptes, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.

3) Le droit à une pension en vertu du paragraphe 1) ou du paragraphe 2) du présent article sera subordonné, en outre, à la condition que l'incapacité de travail suivie d'invalidité ait lieu pendant que le ressortissant marocain concerné réside sur le territoire du Danemark.

4) A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention, une pension dont le droit est acquis par un ressortissant d'une partie contractante, en vertu de la législation danoise ou en application du paragraphe 1) cf paragraphe 3) du présent article, ne subira aucune réduction ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

5) Lorsqu'un ressortissant marocain, a acquis le droit à une pension en vertu du paragraphe 1) ou du paragraphe 2), cf paragraphe 3), du présent article la majoration de sa pension en raison d'une aggravation de son invalidité n'aura pas lieu si le pensionné réside hors du territoire du Danemark.

Article 28

1) Sous réserve du paragraphe 4) du présent article, une femme, ressortissante marocaine, aura droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de veuve dans les mêmes conditions que celles appliquées aux ressortissantes danoises, à condition :

a) que son défunt époux ait été employé sur le territoire du Danemark, en qualité de travailleur, pendant au moins 12 mois ; qu'après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à une pension en vertu de ladite législation, il ait habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement sa mort ; que pendant au moins 12 mois au cours de sa dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, il ait été apte, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal ; et que sa mort soit survenue pendant qu'il résidait sur le territoire du Danemark ; ou bien

b) que la femme en question, elle-même, après avoir atteint l'âge auquel s'ouvre le droit à pension en vertu de ladite législation ait habituellement résidé sur le territoire du Danemark pendant au moins cinq ans dont une période ininterrompue d'au moins 12 mois précédant immédiatement la date de la demande et qu'au cours de sa dernière période ininterrompue de résidence sur le territoire du Danemark, elle ait été apte, physiquement et mentalement, à exercer un emploi normal.

2) Une pension au titre de la sous-section 2) de la section 1) de la loi sur la pension nationale de veuve ne peut être attribuée qu'en application des dispositions du paragraphe 1) b) du présent article et sous réserve que l'éventualité ouvrant droit à cette pension soit survenue pendant la période durant laquelle la femme concernée résidait sur le territoire du Danemark.

3) A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente convention ; une pension dont le droit est acquis par un ressortissant d'une partie contractante en vertu de la législation danoise ou en application du paragraphe 1) sous paragraphe a) de cet article, ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

4) Si plusieurs bénéficiaires, conformément au statut personnel de l'époux défunt, remplissent les conditions pour avoir droit à une pension en vertu de la législation sur la pension nationale de veuve, cf sous-paragraphe a) du paragraphe 1) du présent article, la pension sera répartie, également, entre les bénéficiaires qui sont ressortissants marocains et qui résident sur le territoire du Maroc. Cependant, lorsque l'un de ces bénéficiaires, pour quelque raison que ce soit, cesse d'avoir droit à une partie de cette pension, aucune répartition nouvelle ne pourra avoir lieu. L'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40 déterminera les procédures de répartition et de paiement de ladite pension.

Article 29

Les périodes d'assurance accomplies sous la législation marocaine seront considérées :

- (i) pour la détermination du montant de la pension dont le droit a été acquis en vertu des articles 27 et 28 2) de la présente convention, comme des périodes de résidence accomplies sous la législation danoise, à condition que ces périodes d'assurance n'ouvrent pas droit pour l'intéressé, à une pension en vertu de la législation marocaine, par application des dispositions de la présente convention ou autres dispositions.
- (ii) pour la détermination d'une pension à servir aux ressortissants danois en vertu de la sous-section 1). iii) de la section 2 de la loi sur la pension nationale de vieillesse, en vertu de la loi sur la pension d'invalidité et en vertu de la sous-section 2) de la section 1) de la loi sur la pension nationale de veuve, comme des périodes de résidence accomplies sous la législation danoise, à condition que lesdites périodes d'assurance n'ouvrent pas droit, pour la personne concernée, à une pension en vertu de législation marocaine, par application des dispositions de la présente convention, ou autres dispositions.

Article 30

Les allocations supplémentaires et prestations prévues par la législation danoise sur la pension nationale de vieillesse, la pension nationale d'invalidité et la pension nationale de veuve ainsi que l'aide au logement des pensionnés seront payées aux ressortissants marocains qui résident sur le territoire du Maroc, dans les mêmes conditions et au même montant que ceux applicables aux ressortissants danois. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux allocations supplémentaires et prestations suivantes :

- Allocation pour assistance constante et allocation d'incapacité ;
- Allocation personnelle, allocation pour tierce assistance.

Article 31

1) Lorsqu'un ressortissant d'une partie contractante qui a acquis le droit à une pension nationale de vieillesse à une pension nationale d'invalidité ou à une pension nationale de veuve en vertu de la législation danoise ou, le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention a, également, acquis le droit à une pension de vieillesse, d'invalidité ou de survivants, en vertu de la législation marocaine, ou le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention, les règles suivantes s'appliqueront pour la détermination de la pension payable en vertu de la législation danoise.

L'institution danoise compétente établira le montant de la pension due sur la base du montant d'une pension complète au titre de la législation danoise correspondant à 40 années de résidence rapporté à la fraction formée par le nombre d'années de résidence accomplies antérieurement à la réalisation du risque sur le territoire du Danemark à l'intérieur des limites d'âge prévues par la législation danoise et le nombre 40. Dans ce calcul la période allant de la date d'attribution de la

pension à l'âge normal ouvrant droit à une pension (période-créditée) sera additionnée, le cas échéant, au nombre d'années de résidence accomplies par la personne concernée.

2) L'application du paragraphe (1) précédent ne devra pas se traduire par un montant total des pensions dues par les deux parties contractantes inférieur au montant de la pension dont le droit est ouvert au titre de la seule législation danoise ou, le cas échéant, en vertu des dispositions de la présente convention, lorsque le pensionné réside sur le territoire du Danemark. L'institution compétente danoise si nécessaire paiera au pensionné, au cours de sa résidence sur le territoire du Danemark, un supplément égal à la différence.

Article 32

1) Les dispositions particulières de la législation danoise relatives à l'affiliation des travailleurs étrangers au régime de la pension complémentaire des travailleurs salariés (A.T.P.) s'appliqueront aux travailleurs marocains employés sur le territoire du Danemark.

2) Une pension dont le droit est acquis en vertu de la législation danoise sur la pension complémentaire des travailleurs salariés (A.T.P.) ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Maroc.

Chapitre II

Prestations au titre de la législation marocaine

Article 33

Pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse au titre de la législation marocaine, il est tenu compte des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

Article 34

Si, conformément à la législation marocaine, le demandeur n'a pas droit à une pension de vieillesse, compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation, il est procédé à la totalisation de ces périodes et des périodes accomplies au Danemark pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 35

Si, à la suite de la totalisation prévue à l'article 34, le demandeur a droit à une pension de vieillesse, conformément à la législation marocaine, il est d'abord procédé à la détermination de cette pension comme si toutes les périodes totalisées avaient été accomplies sous couvert de la législation marocaine. Le montant de la pension effectivement dû est alors calculé au prorata des périodes d'assurance accomplies sous couvert de la législation marocaine rapportées à la somme des périodes totalisées.

Article 36

Aucune prestation n'est due si les périodes d'assurance accomplies sous le couvert de la législation marocaine totalisent un nombre inférieur ou égal à 312 jours.

Article 37

Les dispositions des articles 33, 34, 35 et 36 s'appliquent par analogie aux pensions d'invalidité et de survivants.

Article 38

La pension de veuve est, le cas échéant, également et définitivement répartie entre les bénéficiaires.

Article 39

Une pension de vieillesse, d'invalidité ou de survivants à laquelle a droit un ressortissant d'une partie contractante en vertu de la législation marocaine ne subira aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni retrait, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire du Danemark.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 40

Les autorités compétentes des parties contractantes, ou les organismes désignés par eux :

a) Conclueront l'arrangement administratif nécessaire à l'application de la présente convention ;

b) Se communiqueront toute information ayant trait aux mesures prises pour l'application de la présente convention ;

c) Se communiqueront toute information concernant les modifications intervenues dans leur législation qui peuvent affecter l'application de la présente convention ;

d) Désigneront dans l'arrangement administratif susmentionné des organismes de liaison, en vue de faciliter l'application de la présente convention.

Article 41

Pour l'application de la présente convention :

a) Les autorités compétentes et les institutions des parties contractantes se prêteront leurs bons offices et agiront comme si elles appliquaient leur propre législation. En règle générale, une telle assistance mutuelle administrative sera offerte gratuitement par lesdites autorités et institutions. Toutefois, les autorités compétentes des parties contractantes pourront convenir que certaines dépenses seront remboursées ;

b) Les autorités et institutions des parties contractantes pourront communiquer directement entre elles et avec les intéressés ou leurs représentants. Dans ces rapports, il sera utilisé la langue anglaise ou la langue française ;

c) Les autorités, institutions et tribunaux des parties contractantes ne pourront pas rejeter des demandes ou autres documents soumis à eux du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre partie contractante.

Article 42

1) Toute exemption ou réduction de taxes, droit de timbre, frais notariaux ou d'enregistrement prévue par la législation d'une partie contractante eu égard aux attestations ou documents dont la production est nécessaire pour l'application de la législation de cette partie sera étendue aux attestations ou documents similaires dont la production est nécessaire pour l'application de la législation de l'autre partie contractante ou de la présente convention.

2) Les déclarations, documents et attestations de toute sorte dont la production, sous une forme ou une autre est nécessaire pour l'application de la présente convention sont exempts de l'authentification par les autorités diplomatiques et consulaires.

Article 43

Toute demande de prestations de vieillesse, d'invalidité ou de survivants (pension), de rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, ainsi que d'allocations décès (prestations funéraires) sera introduite conformément aux dispositions de l'arrangement administratif qui sera conclu en application de l'article 40.

Article 44

Toute demande, déclaration ou appel, qui, pour se conformer à la législation d'une partie contractante, doit être introduit dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, institution ou tribunal de cette partie sera recevable si il est introduit dans le même délai, auprès de l'autorité, institution ou tribunal correspondant de l'autre partie. Dans un tel cas, l'autorité, institution ou tribunal recevant la demande, déclaration ou appel l'acheminera, immédiatement à l'autorité, institution ou tribunal compétent de la première partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes de la partie concernée.

La date à laquelle de telles demandes, déclarations ou appels ont été introduits auprès de l'autorité, institution ou tribunal de l'autre partie contractante sera considérée comme étant la date de leur introduction auprès de l'autorité, institution ou tribunal appelé à en connaître.

Article 45

L'arrangement administratif pris en application de l'article 40 déterminera les règles applicables :

1) A l'exécution des examens médicaux et contrôles administratifs prescrits par la législation d'une partie contractante dans les cas où :

(i) une personne réclame un droit en vertu de la législation de cette partie ou bien

(ii) une personne qui perçoit une prestation en vertu de la législation de cette partie.

Réside ou séjourne sur le territoire de l'autre partie contractante.

2) Au paiement des prestations à des personnes qui résident ou séjournent sur le territoire d'une partie contractante autre que celle sur le territoire de laquelle se trouve l'institution débitrice.

Article 46

1) Les autorités compétentes des parties contractantes s'efforceront de régler d'un commun accord tout litige auquel peut donner lieu l'application de la présente convention.

2) Dans les cas où un tel litige ne peut être réglé par cette voie, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie contractante, à un tribunal d'arbitrage, dont la composition et la procédure seront déterminées d'un commun accord.

3) Chacune des parties contractantes sera tenue de respecter les décisions de ce tribunal, et de les exécuter.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 47

1) Les dispositions des articles 26 à 28 de la présente convention n'ouvrent pas à un ressortissant marocain, le droit à une pension en vertu des dispositions transitoires des lois danoises du 7 juin 1972 relatives aux droits à pension des ressortissants danois qui ont habituellement résidé au Royaume du Danemark pendant des périodes déterminées précédant la date de leurs demandes.

2) La présente convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

3) Toutes périodes assimilées et toutes périodes d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation d'une partie contractante avant l'entrée en vigueur de la présente convention seront prises en considération pour la détermination des droits à prestations en vertu de cette convention. Nonobstant cette disposition, les périodes de résidence accomplies sous la législation du Royaume du Danemark antérieurement au 1^{er} avril 1957 n'entreront pas en ligne de compte pour le calcul des montants de la pension nationale de vieillesse, de la pension nationale d'invalidité ou de la pension nationale de veuve prévues par la législation danoise et due à des ressortissants marocains résidant sur le territoire du Maroc.

4) Sous réserve du paragraphe 2) de cet article, un droit sera acquis en vertu de la présente convention, même s'il se rapporte à une éventualité produite antérieurement à son entrée en vigueur.

5) Toute prestation qui n'a pas été attribuée ou qui a été suspendue en raison de la nationalité de la personne concernée ou de sa résidence sur le territoire de l'autre partie contractante, sera, à la demande de cette personne, attribuée ou rétablie avec effet de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, sous réserve que les droits précédemment déterminés n'aient pas donné lieu à un paiement en capital. Lorsque la législation d'une partie contractante ne nécessite pas la présentation d'une demande pour l'obtention d'une prestation, une telle prestation sera accordée sans que la personne concernée en fasse la demande.

6) Si la demande visée au paragraphe 5) de cet article est introduite dans les deux ans de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, les droits acquis en vertu de cette convention prendront effet à compter de cette date. Si la demande visée au paragraphe 5) de cet article est introduite après l'expiration du délai de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente convention les droits qui ne sont pas prescrits ou frappés de déchéance, prendront effet de la date à laquelle la demande aura été introduite, sauf application des dispositions législatives plus favorable de l'une ou l'autre des parties contractantes.

Article 48

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification échangés à Rabat. Elle entrera en vigueur le premier jour du second mois suivant celui au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

Article 49

1) La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Elle sera reconduite d'année en année, à moins de dénonciation écrite par le gouvernement de l'une des parties contractantes, qui devra être notifiée au moins trois mois avant l'expiration du terme. Dans ce cas la convention cessera d'être en vigueur à l'expiration du terme au cours duquel elle a été dénoncée.

2) L'extinction de la convention sera sans préjudice vis-à-vis de tous droits précédemment acquis par une personne en application de ses dispositions. Toutes les questions ayant trait à l'attribution de prestations futures en vertu de droits en cours d'acquisition au moment de la cessation de la convention par suite de dénonciation seront fixées par arrangement particulier.

En foi de quoi les soussignés, dûment accrédités par leur gouvernement respectif, ont signé la présente convention.

Fait en quatre exemplaires à Copenhague, le 26 avril 1982 en langue arabe, danoise, anglaise et française, chaque exemplaire faisant également foi.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc.

Pour le gouvernement
Danois.

* * *

PROTOCOLE

(faisant partie intégrante de la convention)

Considérant la convention de sécurité sociale signée ce jour entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Danemark, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

- 1) Dans le cas où le Danemark viendrait à conclure avec d'autres pays, autres que les Etats membres de la C.E.E. et les pays nordiques, des conventions bilatérales de sécurité sociale, qui disposeraient de l'attribution de prestations en nature de l'assurance maladie et d'allocations familiales prévues par la législation danoise à des membres de la famille résidant sur le territoire desdits autres pays, la présente convention sera amendée en vue d'y inclure des dispositions également favorables aux ressortissants marocains.
- 2) Les droits et obligations résultant de l'application du titre VI de la présente convention ne seront pas affectés par les dispositions concernant les prestations de vieillesse, d'invalidité ou de décès (pensions) qui seront adoptées en application de l'article 43 de l'accord de coopération conclu le 27 avril 1976, entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc, dans la mesure où la présente convention contient des dispositions plus favorables aux ressortissants des parties contractantes.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment accrédités par leur gouvernement respectif, ont signé ce protocole.

Fait en quatre exemplaires à Copenhague, le 26 avril 1982 en langue danoise, arabe, anglaise et française, chaque exemplaire faisant également foi.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc.

Pour le gouvernement
Danois.

*

* *